

DES QUARTIERS HISTORIQUES POUR TOUS

Une approche sociale et humaine pour une revitalisation durable

BRIGITTE COLIN

Spécialiste « Villes et Architecture »

Section Migrations internationales et politiques multiculturelles

Division des Sciences Sociales, de la Recherche et des Politiques

Secteur des Sciences Sociales et Humaines, UNESCO



Rappeler les tendances majeures de l'urbanisation au niveau mondial puisque construire la ville du 21^{ème} siècle est notre défi majeur : la ville, qui subit les affres d'une croissance urbaine inconnue jusqu'à alors, est devenu le centre des bouleversements qui secouent aussi bien les pays du Sud que ceux du Nord.

Entre 1950 et 2000, le nombre de personnes vivant en ville est passé de 750 millions à 2,86 milliards ! Près de 75% de la population mondiale sera urbaine à la fin du 21^{ème} siècle. L'Afrique présentera, d'ici à 2020, les pourcentages d'accroissement d'urbanisation les plus élevés au monde avec ceux de l'Asie : les politiques urbaines seront donc sur ces deux continents très influencées par les phénomènes liées aux migrations, à la globalisation économique, sociale et culturelle qui influent sur la pauvreté urbaine, la cohésion sociale ou la ségrégation spatiale.

La formulation de nouvelles alternatives pour le présent et le futur de notre environnement bâti et naturel est nécessaire : les défis de notre planète urbanisée sont très importants, et complexes, en particulier au regard de la dégradation accélérée des conditions de vie dans certaines zones urbaines, conséquence de catastrophes naturelles, de guerres ou de planifications urbaines à court terme...

Dans ce cadre, l'éducation au développement durable des villes et des territoires contribue à l'équilibre vital entre zones rurales et zones urbaines et à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à l'intégration sociale des groupes les plus vulnérables : les Chaires UNESCO de Montréal, Lyon, Venise et Séoul travaillent avec un large réseau d'Universités sur ces questions. L'urbanisation, accompagnée d'une croissance constante de la population mondiale, est un phénomène considéré comme le problème majeur expliquant l'impact des activités humaines sur l'environnement : cependant, ce qui détermine en grande partie les conséquences de cet impact sur l'environnement est la manière dont les populations urbaines se conduisent et consomment, suivant leur mode de vie et leurs références socioculturelles, qu'elles soient du nord ou du sud. L'urbanisation accélérée entraîne une surconsommation des ressources naturelles, comme l'eau douce et apporte l'usage de nouveaux matériaux et des biens de consommation qui mettent en péril la survie de la bio-diversité et la santé des populations. Les professionnels de la ville, architectes, urbanistes, sociologues, planificateurs de la région ou du territoire, juristes, hydrogéologues, géographes ou ingénieurs tentent d'établir ensemble des systèmes de gestion et de développement intégrés et concertés des villes et des territoires afin de mieux garantir leur développement durable. Ils doivent aussi se préoccuper dans leurs projets de la conservation et du développement durable de l'aménagement du territoire tout en participant à la mise en valeur sociale et culturelle des milieux de vie.

Olivier Mongin disait dans la Revue "Esprit" de mars/avril 2004, dans son article "L'expérience de la ville démocratique" :

"Il faut créer les conditions matérielles, spatiales, architecturales d'un espace qui rendent possibles

les relations entre les habitants de la cité. Relation : ce terme ne renvoie pas seulement à la mixité d'un espace, mais à la possibilité d'un lien entre ces espaces, entre ces lieux, entre ces pôles... La tâche commune de l'urbaniste, de l'architecte et du politique est la même : rendre possible des rythmes urbains, donner forme à la ville en tant que condition de possibilité de relations démocratiques. Autrement il ne restera que l'informe, la non-ville"

La lutte contre l'intolérance et la pauvreté, l'injustice, l'exclusion sociale et culturelle, alliée à des notions comme la solidarité, valeur fondamentale de la démocratie et des droits de l'homme, la « Culture de la paix » et « l'éducation à la citoyenneté » représentent quelques uns des défis pris en compte à l'UNESCO pour construire la ville de la solidarité et de la citoyenneté, notamment à travers les programmes relatifs à l'Education au Développement Urbain Durable.

Symboles historiques et identitaires, les quartiers historiques sont aujourd'hui au cœur de nombreux défis et d'interrogations :

- Comment concilier développement et compétitivité, respect des droits et des besoins des habitants et mise en valeur du patrimoine urbain conçu comme un bien public ?
- Comment articuler la sauvegarde du bâti ancien, les traditions des habitants et les nouvelles fonctions de la ville pour forger une identité urbaine pour tous ?
- Comment réhabiliter le tissu urbain sans figer les cultures, ni détruire les ressources naturelles tout en intégrant l'apport des cultures actuelles ?
- Comment assurer la cohésion sociale en gérant la pression du foncier et le besoin de mixité socio-culturelle entre les générations ?
- Comment mener à bien des projets de revitalisation durables grâce à des compétences interdisciplinaires et des moyens appropriés ?

Autant de questions qui soulignent l'articulation entre le politique, le technique, l'humain, le culturel, l'environnemental et l'économique. La complexité des enjeux et des processus de la revitalisation urbaine nécessite de bien identifier et de comprendre les problèmes, puis de les aborder de façon interdisciplinaire et démocratique afin de transformer les quartiers historiques en lieux du « mieux vivre ensemble ».

UNESCO

Au sein des différents programmes des Secteurs de l'Education, des Sciences, de la Culture et de la Communication de l'UNESCO, les projets sur les villes sont fédérés par certains thèmes prioritaires retenus par la Conférence Générale de 2007 : la lutte contre la pauvreté, les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, le Plan d'Action de la Décennie des Nations Unies pour l'Education au



développement durable, la Déclaration sur la Diversité Culturelle et le Dialogue entre les civilisations ou les conventions concernant la protection du patrimoine tangible et intangible, avec un recentrage sur la priorité Afrique.

Au sein du Secteur des Sciences sociales et humaines, le travail sur la ville et les questions urbaines a été coordonné par le Programme MOST (Management Of Social Transformations/Gestion des transformations sociales), dans lequel les villes ont été étudiées comme lieu des transformations sociales accélérées. Les recherches internationales comparatives, les projets de recherche-action ou le renforcement des capacités institutionnelles sont axés sur la recherche d'une meilleure cohésion sociale, la participation démocratique ou la lutte contre la ségrégation spatiale. Des projets comme la "Coalition Internationale des villes contre le racisme" de l'UNESCO, lancée à Nantes le 30 juin 2008, les chaires UNESCO « Paysage et Environnement » de l'Université de Montréal, la Chaire UNESCO de Venise sur l'inclusion sociale des migrants ou la chaire « Grandir en ville » de l'Université de Cornell à New York, cherchent à influencer les politiques urbaines pour mieux intégrer les minorités ethniques, les plus vulnérables comme les enfants et les jeunes aux processus de gestion et de développement de leur propre environnement urbain.

L'approche conjointe sur le thème « Politiques urbaines et durabilité sociale » marque la volonté de ONU-HABITAT et de l'UNESCO de soutenir l'effort des autorités locales pour promouvoir les villes inclusives : le 4^{ème} Forum Urbain Mondial de l'ONU-HABITAT de Nanjing, en novembre 2008 sera une nouvelle occasion de le démontrer à travers des activités communes sur l'Éducation au Développement Urbain Durable, la gestion de l'eau urbaine et le développement social et humain des quartiers historiques.

Depuis HABITAT II en 1996, jusqu'aux derniers séminaires internationaux organisés par l'UNESCO à Pékin en janvier 2007, sur « L'urbanisation équilibrée entre la cohésion sociale, le développement économique et la conservation des patrimoines », avec l'A.I.M.F. à Hué en octobre 2007 et à Séville en mai 2008, le Secteur

des Sciences Humaines et Sociales de l'UNESCO, grâce à ses projets de recherche-action et ses réseaux internationaux de recherche comparative, a identifié des indicateurs et des paramètres majeurs pour renforcer la cohésion sociale au sein des quartiers historiques.

Les résultats, ainsi acquis et combinés avec les meilleures pratiques de l'ONU-HABITAT, ont servi de base pour élaborer cet outil pédagogique « Des quartiers historiques pour tous » destiné en priorité aux autorités locales. Il a pour but de promouvoir les principes d'une approche interdisciplinaire à la revitalisation urbaine centrée sur la place de l'homme dans la ville, aider les acteurs à améliorer leurs pratiques d'intervention et clarifier les notions relatives à la revitalisation pour promouvoir un langage commun entre les décideurs et les autres acteurs du processus. Ce guide ne traite pas de tous les aspects de la revitalisation, mais sa valeur ajoutée est de se concentrer sur l'intégration de la dimension sociale et humaine dans les processus de revitalisation des quartiers historiques.

Après la session finale de formation du Forum Urbain Mondial 4 à Nanjing en Chine en novembre 2008, ce guide deviendra l'une des références qui encourage, au niveau local, la prise en compte de la volonté politique, de la conservation des patrimoines tangibles et intangibles, de la diversité culturelle et de la cohésion sociale : en effet, ce sont ces éléments qui conduisent les villes à atteindre leur double objectif : une compétitivité économique équitable et un développement urbain harmonieux.

PRESENTATION DU GUIDE : « DES QUARTIERS HISTORIQUES POUR TOUS : UNE APPROCHE SOCIALE ET HUMAINE POUR UNE REVITALISATION DURABLE »

Les villes historiques, ou plus précisément les centres urbains historiques, sont vidées de leurs habitants. L'augmentation exponentielle des loyers et la spéculation foncière obligent les locataires

Sydney, Australie

Hvar, Croatie

à abandonner leur habitat, leurs quartiers et leur environnement habituel. Il semble que le centre-ville, où la pression socio-économique est la plus élevée, devienne effectivement une force centrifuge, dont les victimes sont les habitants et citoyens qui appartiennent aux catégories sociales les plus modestes. La lutte sociale pour les droits à la centralité fait pleinement partie du conflit entre la revendication des citoyens pour l'intégration et l'évolution d'un côté, et le rejet de la mixité sociale et culturelle: toute opération concernant l'immobilier doit prendre en compte le droit des habitants à vivre en ville et à garder leur environnement habituel.

«...Il y a des qualités essentielles auxquelles l'homme moyen est toujours fixé et exigeant. Si vous les détruisez, il faut les remplacer. Le problème est essentiellement humain... Mettez vos plans dans vos poches, descendez dans la rue, écoutez les respirer, vous devez prendre contact, vous tremper dans la matière première, marcher dans la même boue et la même poussière...»

Extrait du discours de Fernand Léger au 4^e Congrès International d'architecture Moderne d'Athènes en 1933

L'explosion actuelle des villes a un impact direct sur les quartiers historiques qui connaissent aujourd'hui des réalités plurielles, qui oscille entre :

- le « laisser-faire » : le centre historique est totalement dégradé et abandonné par ses habitants qui partent vers les zones périphériques. Le patrimoine bâti sans valeur patrimoniale reconnue est loué ou squatté par des populations à très faible revenu.
- la revitalisation élitiste: elle est accompagnée d'une « muséification » du quartier, d'une montée des prix immobiliers, d'une prédominance de bureaux et d'hôtels, conduisant à des ségrégations importantes et à une perte du capital social et identitaire. A terme, la sanctuarisation du bâti peut engendrer le dépérissement.

Cependant, dans de nombreuses villes, la revitalisation des quartiers historiques s'accompagne de résultats très positifs et encourageants :

- Un équilibre est trouvé pour chaque situation locale entre la conservation et la protection du patrimoine urbain, le développement économique, la fonctionnalité et l'habitabilité de la ville pour répondre aux besoins de ses habitants: les ressources culturelles et naturelles sont mises en valeur durablement pour les générations futures.
- Les différentes approches patrimoniales, économiques, environnementales et socio-culturelles ne s'opposent pas: elles se complètent et leur articulation conditionne le succès à long terme du projet.

L'UNESCO ET L'ONU-HABITAT ONT IDENTIFIÉ SEPT FACTEURS CLEFS DE RÉUSSITE POUR UNE REVITALISATION SOCIALEMENT DURABLE DES QUARTIERS HISTORIQUES :

1^{ER} FACTEUR : REPLACER LES HABITANTS AU CŒUR DU PROJET DE REVITALISATION

« Il est essentiel de se préoccuper de la dimension humaine. Il convient de sensibiliser d'abord les habitants aux aspects économiques et sociaux avant de se lancer dans la réhabilitation du quartier historique ; c'est la condition de leur acceptation de la préservation et de la réhabilitation. Par ailleurs, nous devons impliquer et sensibiliser nos enfants, en particulier en ce qui concerne les choix faits en matière d'esthétique ».

Faez Zayat, Maire de Jableh, Syrie, juin 2008

Hommes, femmes, enfants, jeunes, personnes âgées, familles installées dans le centre depuis plusieurs générations ou récemment arrivées, immigrés en situation de précarité, vendeurs ambulants, petits restaurateurs, acteurs associatifs, artistes, commerçants, fonctionnaires, touristes, et bien d'autres... sont autant d'habitants et de citoyens de la ville et du quartier qui vivent différemment, qui ont une diversité d'attentes et de besoins.

Les stratégies nationales et locales doivent contribuer à faciliter l'aide au logement et l'accès aux services, inciter l'implantation de petites entreprises créatrices d'emplois, répondre aux besoins des habitants les plus modestes, des plus jeunes aux plus âgés.

La préservation du bâti ancien ne peut être dissociée des populations qui vivent aujourd'hui dans les quartiers historiques et lui donnent un sens.

Tous ont besoin d'être sensibilisés à la qualité de leur cadre de vie et soutenus dans leur implication pour transmettre l'identité de leur quartier dans toute sa pluralité. Les fonctions nouvelles des villes contemporaines doivent être compatibles avec les tissus anciens. En ce sens, il est essentiel d'identifier et de promouvoir les dimensions immatérielles des quartiers historiques (pratiques, appropriation des espaces, savoir-faire, valeurs).

Exemples : Rennes (France), Montréal (Canada).

2^{ÈME} FACTEUR : ASSOCIER LES QUARTIERS HISTORIQUES AU DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE ET DU TERRITOIRE

Des expériences tirées des projets de revitalisation urbaine des quartiers historiques (réseau UNESCO « Petites villes côtières historiques » (1996-2003) montrent de plus en plus les limites des actions centrées uniquement sur le bâti sans prise en compte des habitants, des réseaux, des lieux et des interactions entre la ville et son territoire d'insertion. Les aménagements entre la périphérie et le centre doivent faciliter l'accès au centre, condition de sa survie et de son développement. Le processus de revitalisation du quartier historique doit être cohérent avec le caractère pluriel du développement de la ville et sa réalité, c'est-à-dire répondre aux besoins de tous les habitants et des usagers.



Sana'a, Yémen

Les quartiers ne peuvent pas être des territoires isolés: les projets locaux doivent être soutenus et intégrés dans un plan global de développement urbain et éviter que le quartier historique ne constitue un élément de ségrégation spatiale et sociale des territoires :

- Dans de nombreux pays, les quartiers historiques deviennent les premiers lieux d'accueil des migrants ruraux ou des réfugiés.
- La répartition équilibrée et harmonieuse des différents groupes sociaux sur l'ensemble du territoire urbain et de sa région est un enjeu essentiel.
- Dans un contexte mondial marqué par un fort développement du tourisme urbain, les quartiers historiques constituent souvent une forte attractivité touristique grâce à des circuits intégrés sur tout le territoire.

Exemples: Saïda (Liban), Essaouira (Maroc), Gangjing (République de Corée)

3^{ÈME} FACTEUR : UTILISER UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE COMME VECTEUR MAJEUR DE CHANGEMENT

Les quartiers historiques portent souvent l'image d'une ville: ils peuvent devenir des laboratoires de la promotion de la diversité culturelle et de la lutte contre la pauvreté, forger l'identité culturelle et la qualité du cadre de vie des habitants et orienter le développement territorial de l'agglomération.

La réhabilitation d'un quartier historique attire toujours de nouveaux résidents, de nouvelles activités économiques et crée une certaine croissance des prix du foncier. Il est donc tentant de miser sur un développement économique rapide.

Les décideurs, les élus et leurs équipes ont un rôle moteur à jouer, ils peuvent orienter les stratégies de revitalisation en plaçant les habitants au cœur des processus, en essayant de compenser les conséquences de la pression du foncier ou de l'abandon du quartier par des mesures appropriées.

Revitaliser, c'est trouver un équilibre satisfaisant entre les lois du développement économique, les droits et

les besoins des habitants et la mise en valeur de la ville conçue comme un bien public.

La revitalisation implique un engagement au niveau de la ville et la création d'un dialogue entre de nombreux acteurs, à différentes échelles, pour parvenir à un langage commun. Il s'agit de poser clairement la problématique de chaque situation locale dans toute sa complexité, de penser les stratégies politiques et de les concrétiser à travers des projets techniquement réalisables et viables tout en pensant aux générations futures et en évitant de :

- Expulser les populations (résidents et vendeurs traditionnels)
- Supprimer les emplois traditionnels
- Casser les liens sociaux culturels
- Supprimer les commerces existants de proximité
- Transformer les logements en réserves pour vendeurs ambulants
- Isoler le quartier historique du reste de la ville
- Démolir le bâti sans prise en compte des habitants et en ignorant les impacts d'un projet sur le reste de la ville
- Développer le tourisme comme une mono-activité économique. »

« Les patrimoines historiques ne sont pas uniquement des trésors de notre ville réputée pour sa culture et son passé historique, il est de notre responsabilité de préserver la richesse culturelle tout en améliorant la qualité de la ville et de la vie des habitants. La préservation durable des patrimoines culturels et des quartiers historiques nécessite un fort soutien des décideurs locaux, une planification scientifique solide et des mécanismes de financement et de participation des citoyens. Conformément aux principes et à la méthodologie proposés par l'UNESCO et l'ONU-HABITAT, les autorités locales devraient essayer de trouver l'équilibre et l'harmonie entre la conservation des patrimoines historiques et la modernisation urbaine sur la base du développement de l'économie de la ville. »



Tunis, Tunisie

Séville, Espagne

4^{ÈME} FACTEUR : METTRE EN VALEUR LES ESPACES PUBLICS ET LES RESSOURCES CULTURELLES ET NATURELLES POUR LES PROTÉGER DURABLEMENT

Les espaces publics jouent un rôle central dans le fonctionnement et la forme des villes. Ils sont essentiels à la qualité de l'espace urbain. À la fois lieux de rencontres, d'échanges, d'information et de culture, ils structurent l'identité des quartiers et contribuent à la mixité urbaine.

Parallèlement, une bonne gestion des transports et de la mobilité sont indispensables pour assurer le rééquilibrage de la ville : le trafic des véhicules privés doit être diminué, les transports en commun non polluants augmentés ainsi que les espaces piétons. La régulation de l'accès au centre touristique doit être à la fois rigoureuse et flexible.

Exemples : Séville.

5^{ÈME} FACTEUR : RENFORCER LA MIXITÉ DES FONCTIONS ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE POUR LES HABITANTS

Pour des millions de personnes, la vie en ville est synonyme de survie, de lutte contre le chômage et l'exclusion sociale, de violence et d'insécurité. Les programmes de revitalisation doivent allier transformations matérielles et participation des acteurs locaux aux travaux et aux activités économiques mais ils doivent aussi répondre à des intérêts et des besoins tels que gestion des flux, équipements publics, emplois, logements, commerces, gestion de l'eau. Les politiques urbaines, en particulier dans les quartiers historiques pauvres, doivent contribuer à attirer les employeurs offrant du travail aux résidents, à établir un réseau social mixte et à améliorer le cadre et les conditions de vie des habitants (santé, éducation, services, commerces de proximité, etc.). La promotion du logement social doit aller de pair avec une politique d'accès à la propriété pour les classes moyennes et limiter les charges d'entretien de logements sociaux en location.

Exemples : Malaga.

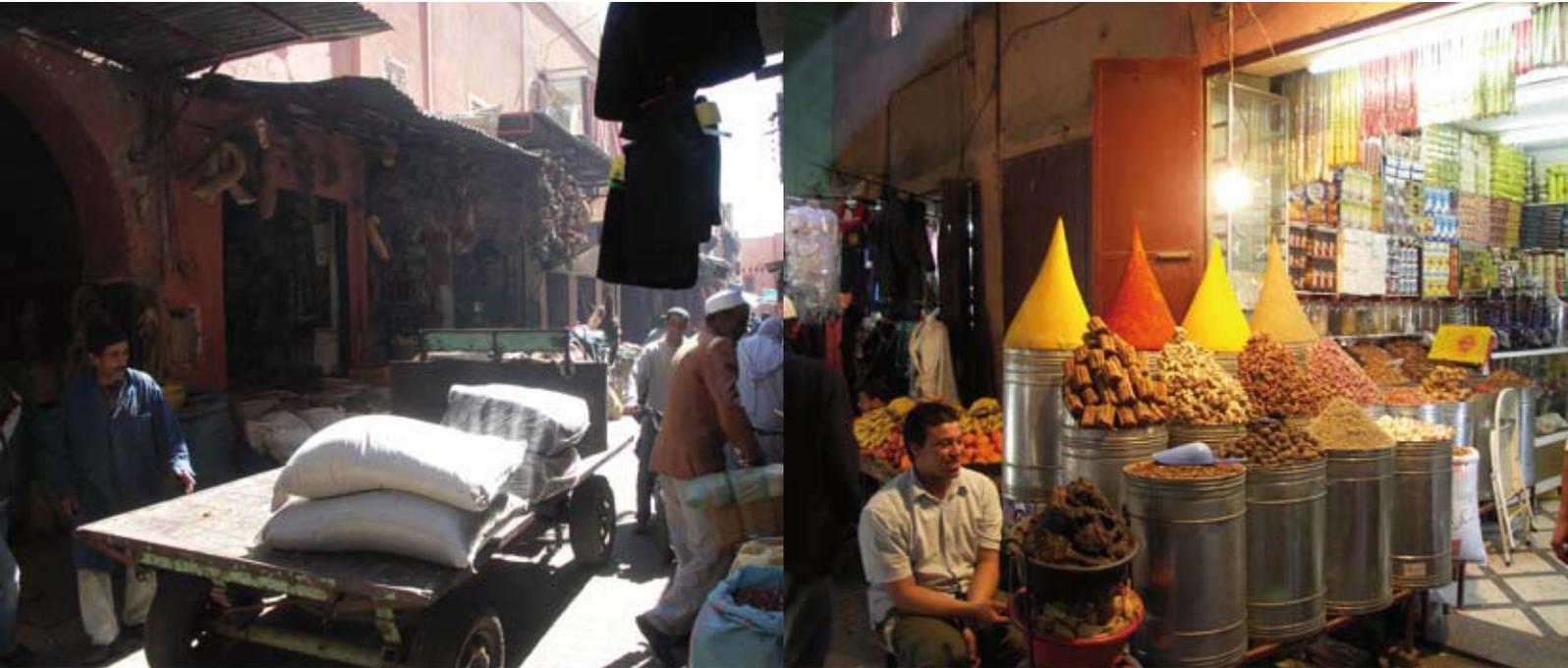
6^{ÈME} FACTEUR : VALORISER L'IDENTITÉ URBAINE GRÂCE À LA CRÉATIVITÉ ET À LA DIVERSITÉ CULTURELLE

La résurgence des sentiments et des revendications d'appartenance à une histoire, à une culture, à un quartier est symptomatique du besoin humain de se reconnaître et d'être reconnu dans son identité. Les quartiers historiques expriment les savoirs et savoir-faire des civilisations qui les ont produits. Ils jouent un rôle essentiel dans la connaissance et l'organisation de la vie de la cité.

La création et la créativité font partie intégrante des processus de revitalisation des quartiers historiques. La créativité dans les processus de revitalisation permet souvent l'émergence de projets impliquant de nouveaux modes de relation entre acteurs et une nouvelle appréhension du territoire. Le maintien ou la création d'un artisanat de qualité doit aller de pair avec un soutien à l'innovation. Exemples : Mahdia (Tunisie), Alep (Syrie), Séville (Espagne)

7^{ÈME} FACTEUR : MAÎTRISER DURABLEMENT LE TOURISME CULTUREL ET URBAIN ET L'ASSOCIER AU MAINTIEN DE PLUSIEURS SECTEURS D'ACTIVITÉ

Face à la croissance du tourisme culturel, les villes historiques peuvent devenir les cibles de touristes avides d'atmosphères urbaines. « L'image de marque » de la ville et en particulier du quartier historique est composée d'une part, du patrimoine et de son intérêt culturel et historique, et d'autre part, de l'atmosphère et de l'âme des lieux, portée par les habitants - la rue devient un véritable « scénario de la culture ». Il est souvent tentant de miser sur le tourisme comme secteur économique rapidement rentable et producteur de devises. En effet, il peut dynamiser un quartier et favoriser la relance de productions basées sur une mobilisation à grande échelle des producteurs locaux. Cependant, le développement du tourisme requiert une grande vigilance : car il peut avoir des impacts irréversibles sur l'environnement, les tissus sociaux et patrimoniaux et générer des conflits difficiles à résoudre (Marrakech). Il faut éviter de concevoir des



Deux images de la vie à la Medina de Marrakech, Maroc

produits réservés aux touristes et plutôt mettre en valeur l'existant, tout en favorisant l'authenticité des échanges. La ville touristique doit rester ou redevenir un lieu pour vivre, travailler, étudier, se divertir et investir.

Exemples: Saint Jacques de Compostelle (Espagne), Arles et la Camargue (France)

FACE AU PROBLÈME DE CHAQUE VILLE, AVEC SES ATOUTS ET SES CONTRAINTES, LES AUTORITÉS LOCALES SE POSENT LA QUESTION : COMMENT FAIRE ?

1. Chaque quartier historique est unique : il n'existe pas « un bon modèle » à reproduire

Les quartiers historiques sont tous différents, les stratégies doivent donc prendre en compte les situations locales concrètes et s'appuyer sur les ressources culturelles, financières, techniques et humaines mobilisables, identifiées lors du diagnostic, selon des modalités qui leur sont propres. Il n'y a pas de solution unique ni de solution « miracle », mais des stratégies subtiles qui s'appuient sur les valeurs des territoires et leurs capacités à les promouvoir. Ce sont ces valeurs et ces éléments déclencheurs qui fondent les stratégies accompagnées par les experts.

Il est donc vivement recommandé de démarrer par un diagnostic permettant une bonne connaissance de la problématique globale. De nombreuses techniques et méthodes assez précises existent et peuvent aider les acteurs du projet de revitalisation, notamment les méthodes Rehabimed pour la Méditerranée ou Sirchal pour l'Amérique Latine.

2. Se doter de structures de gestion administrative et technique autonomes

Le financement de la revitalisation est à accompagner de la création de structures de gestion autonomes (type bureau, office) et de plans stratégiques qui permettent en particulier dans les « pays en voie de développement » d'intégrer et coordonner l'utilisation des fonds

provenant de l'aide internationale, de minimiser le saupoudrage des fonds et le manque de vision globale à court, moyen et long terme. Le plus efficace est de partir de l'existant, en étant pragmatique.

Ces structures gèrent le processus lorsque les premières décisions ont été prises par les décideurs avec l'appui des services techniques existants. Elles doivent être flexibles pour pouvoir travailler de façon transversale et être adaptées pour traiter les problèmes économiques, sociaux, culturels et environnementaux des réhabilitations urbaines intégrées. Lorsque l'intérêt général est respecté, les partenariats peuvent s'avérer très fructueux et permettent de ne pas s'appuyer exclusivement sur l'aide extérieure.

3. Soutenir les approches pluridisciplinaires, intégrées, favoriser le travail en réseau et la création de partenariats publics et privés

La revitalisation est composée de processus complexes qui nécessitent une bonne compréhension des différents domaines et de leurs inter-actions (environnement, transformations sociales, économie, culture, urbanisme, patrimoine, tourisme, etc.). Toute démarche intégrée fonctionnement des services techniques et administratifs de la ville nécessite une adaptation à la réalité de la revitalisation. Cette réorganisation doit être encadrée: elle passe par un travail d'écoute, de concertation, de règlement de conflits, de formation. Les changements ne se décrètent pas, ils se partagent. Le respect du principe de transparence est lié au suivi de la mise en œuvre des actions et à une certaine continuité, ajustée au fur et à mesure des stratégies, à l'évolution de la ville. L'anticipation doit permettre à la ville de satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures.

4. Organiser, dès le début du processus, une concertation entre acteurs et faire participer les populations concernées pour créer un langage commun

Une bonne gouvernance locale est un enchaînement logique de partenariats politiques, financiers et de compétences: elle conditionne la réussite des processus

de revitalisation en assurant la coordination des actions au sein du quartier et de son territoire d'appartenance. Le processus participatif doit être mis en place lors des différentes étapes de la préparation de la stratégie ou du projet de revitalisation. Il est important que les citoyens soient consultés à l'avance et que les règles soient partagées et respectées. Un langage commun doit être trouvé et fondé sur des termes accessibles aux habitants en évitant un langage trop technique.

5. Rechercher la participation des habitants à chaque étape et dès le début du processus, conditionne son succès. Étapes clés.

- Établir un état des lieux: repérer les enjeux et les ressources du quartier dans le cadre de son territoire, analyser les besoins de ses habitants, identifier et inventorier le patrimoine monumental et quotidien.
- Conduire un diagnostic territorial participatif et stratégique: poser clairement la problématique, envisager des solutions.
- Élaborer et valider un plan d'action: cheminer en fonction des priorités, prévoir les études d'impact.
- Mettre en œuvre le plan d'action et les projets: se doter de moyens humains et financiers. Renforcer les capacités (formation, expertise)
- Suivre et évaluer les différentes étapes de la mise en œuvre de façon continue: tirer les leçons pour les futures interventions.
- Communiquer: rendre visibles et explicites les choix du projet de revitalisation.

POUR CONTRIBUER AU LANCEMENT DU PROCESSUS, VERS QUI SE TOURNER?

Les partenariats les plus fructueux sont souvent ceux qui émergent des besoins et des valeurs exprimés localement. Sur cette base les compétences peuvent être renforcées, les conseils proposés, les formations envisagées. Les experts du réseau de l'UNESCO et de l'ONU-Habitat peuvent être mobilisés pour vous accompagner selon vos besoins.

- La méthode RehabiMed pour la région Méditerranéenne
- Les ateliers SIRCHAL pour l'Amérique latine
- Les Chaires UNESCO
- Les Centres de formation de l'ONU-HABITAT
- Les Centres d'expertise, comme l'ICCROM et le centre Raymond Lemaire de Bruxelles ou l'École de Chaillot à Paris
- L'AIMF pour les villes de la Francophonie

CONCLUSION

« Convaincu de l'importance du développement des échanges dans les domaines de la culture et des savoir-faire entre les villes, j'attache beaucoup d'importance à des coopérations comme celle qui

s'est nouée entre deux villes européennes (Saint Jacques de Compostelle et Rennes) et Qufu, ville connue en Chine comme étant un point de départ d'une civilisation plusieurs fois millénaire. Il convenait de rassembler experts et spécialistes pour approfondir la réflexion sur le sens, la pertinence et la portée de notre expérience ... ».

Edmond Hervé, Maire de Rennes, avril 2007, extrait d'une lettre adressée à l'UNESCO. Rennes, partenaire de l'AIMF.

Voici quelques éléments à confronter à l'approche académique des professeurs d'architecture, d'urbanisme et de sociologie urbaine. Notre souhait est que des liens soient tissés entre le monde académique, la sphère de ceux qui élaborent et décident les politiques urbaines et les représentants des Associations Internationales d'Habitants afin de créer une plate forme internationale, représentative au niveau géographique et promouvoir des instruments normatifs, au niveau international, susceptibles de contribuer à la mise en œuvre de politiques urbaines plus équitables, plus justes, plus respectueuses de l'identité des différentes communautés culturelles et ethniques et des personnes les plus vulnérables comme les enfants et les femmes.